

BURKINA FASO

Unité-Progress-Justice

**DECRET N° 2006-648/PRES/PM/MCPEA/MFB/
MPTIC portant transfert de propriété d'actions de
l'Etat à ITISSALAT AL-MAGHRIB (Maroc
TELECOM).**

**LE PRESIDENT DU FASO
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

visa CF N° 07181
29.12.06

- VU la Constitution ;
- VU le Décret n° 2006-002/PRES du 05 janvier 2006, portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le Décret n° 2006-003/PRES/PM du 06 janvier 2006, portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- VU la loi n° 35/94/ADP du 1er juillet 1994, portant conditions générales de privatisation d'entreprises à participation de fonds publics au Burkina Faso ;
- VU la loi n° 051/98/AN du 4 décembre 1998, portant réforme du secteur des télécommunications au Burkina Faso ;
- VU la loi n° 058/98/AN du 16 décembre 1998 portant autorisation de privatisation partielle de l'Office National des Télécommunications (ONATEL).

Sur rapport du Ministre du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 28 décembre 2006 ;

DECRETE

Article 1 : Est autorisé le transfert de propriété de six cent douze mille (612 000) actions détenues par l'Etat dans le capital de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) au bénéfice de ITISSALAT AL-MAGHRIB (Maroc TELECOM).

Article 2 : Le prix de cession des actions énumérées à l'article 1 ci-dessus est fixé à deux cents vingt millions d'Euros (220 000 000 €).

Article 3 : Le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat, le Ministre des finances et du budget et le Ministre des postes et des technologies de l'information et de la communication, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 28 décembre 2006



Le Premier Ministre

Paramanga Ernest YONLI

Le Ministre du commerce, de la promotion
de l'entreprise et de l'artisanat

Benoît OUATTARA

P/Le Ministre des finances et
du budget, le Ministre de l'économie
et du développement, assurant
l'intérim

Seydou BOUDA

Le Ministre des postes et des technologies
de l'information et de la communication

Joachim TANKOANO